



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

#### **Travaux de Réaménagement de l'accueil et l'entrée du personnel du siège de la Caf de l'Isère**














---

Date et heure limites de réception des offres :

**mardi 03 juin 2025 à 12:00**

**Caf de l'Isère**  
3 Rue des alliés  
TSA 38429  
38051 GRENOBLE CEDEX 9

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Travaux de Réaménagement de l'accueil et l'entrée du personnel du siège de la Caf de l'Isère
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	9
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Défini par lot
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Conditions de la consultation.....	6
2.1 - Délai de validité des offres .....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes.....	6
2.4 - Développement durable .....	6
3 - Les intervenants .....	7
3.1 - Conduite d'opération .....	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	7
3.5 - Contrôle technique .....	7
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat .....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Contenu du dossier de consultation .....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	10
6.1 - Documents à produire.....	10
6.2 - Présentation des variantes.....	12
6.3 - Visites sur site.....	12
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau .....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	13
7.1 - Transmission électronique .....	13
7.2 - Transmission sous support papier .....	16
8 - Examen des candidatures et des offres .....	16
8.1 - Sélection des candidatures.....	16
8.2 - Attribution des marchés .....	16
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	17
9 - Renseignements complémentaires .....	17
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	17
9.2 - Procédures de recours.....	17

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

Le présent marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés publics à savoir :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les organismes de Sécurité sociale,
- le Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

La présente consultation concerne :

**Travaux de Réaménagement de l'accueil et l'entrée du personnel du siège de la Caf de l'Isère**

La présente consultation porte sur le réaménagement de l'accueil et l'entrée du personnel du siège de la Caf de l'Isère situé 3 rue des Alliés à Grenoble.

Les travaux seront réalisés en deux phases et en site occupé :

- 1ère phase du 11/08/2025 au 02/01/2026
- 2ème phase du 04/01/2026 au 22/05/2026

selon la présentation du plan de phasage de la Maitrise d'œuvre.

Lieu(x) d'exécution :

Caf de l'Isère

3 rue des alliés

38100 Grenoble

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 9 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Désamiantage se référer au CCTP du lot concerné
02	Démolition - Gros œuvre se référer au CCTP du lot concerné
03	Menuiseries extérieures aluminium - serrurerie se référer au CCTP du lot concerné
04	Cloisons - Doublages - Faux plafonds se référer au CCTP du lot concerné
05	Menuiseries intérieures bois - Mobilier se référer au CCTP du lot concerné
06	Sols souple se référer au CCTP du lot concerné
07	Peinture se référer au CCTP du lot concerné
08	Chauffage - Ventilation - plomberie se référer au CCTP du lot concerné

Lot(s)	Désignation
09	Electricité - courants forts - courant faibles se référer au CCTP du lot concerné

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
44115800-7	Aménagements intérieurs de bâtiment
45454100-5	Travaux de réfection

Lot(s)	Code principal	Description
01	45262660-5	Travaux de désamiantage
02	45111100-9	Travaux de démolition
03	45421140-7	Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
03	45421110-8	Pose d'encadrements de portes et de fenêtres
03	45261420-4	Travaux d'étanchéification
03	44115710-9	Auvents
03	45421112-2	Pose d'encadrements de fenêtres
04	45421152-4	Installation de cloisons
04	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
05	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
05	45421000-4	Travaux de menuiserie
06	45432100-5	Travaux de pose de revêtements de sols
06	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
06	45262320-0	Ragréages
07	45442100-8	Travaux de peinture
07	45432200-6	Travaux de pose de revêtements muraux et de papiers peints
08	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
08	45330000-9	Travaux de plomberie
09	45311100-1	Travaux de câblage électrique
09	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
09	45311200-2	Travaux d'installations électriques

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
01 à 9	Toute latitude est laissée aux entrepreneurs pour proposer des variantes si celles-ci apportent une amélioration ou une économie évidente. Elles devront être chiffrées séparément et devront tenir compte de toutes les incidences possibles pour les travaux des autres corps d'état, ainsi que les études complémentaires. Elles seront prises que dans la mesure où elles ne remettent pas en cause les dispositions architecturales essentielles du projet.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **Groupe Eole Architectes**

49 Rue Aimé Bouchayer  
38170 SEYSSINET PARISSET

Tél. : 04 76 44 67 35

Fax. : 04 76 54 83 90

Courriel : info@groupe-eole.com

Elle est représentée par : Nathalie Voisine.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions de base :  
APS/APD/PRO / ACT / EXE / DET / AOR  
Missions complémentaires : DIA / OPC /SSI.

### 3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

#### **APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE SAS**

6 Rue Général Audran  
92400 COURBEVOIE

Tél. : 04-76-33-33-33

Courriel : elodie.combe@apave.com

Le contrôleur technique est représenté par : Yoan MARTIN - yoan.martin@apave.com.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Le détail des missions est le suivant :

L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables

S : Sécurité des personnes dans les constructions

SEI : Sécurité dans les immeubles recevant du public ERP

F : Fonctionnement des installations

### **3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

DEKRA INDUSTRIAL SAS  
PA LIMOGES SUD ORANGE  
19 RUE STUART MILL  
CS70308  
87008 LIMOGES CEDEX 1

Le coordonnateur est représenté par : grenoble@dekra.com.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : sur fond national

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- carnet de mobilier
- carnet de mobiliers 1
- rez de voirie
- zoom espace pluriel
- zoom auvent attente ext
- Coupe AA
- Coupes BB ET CC
- Coupe de circulation de la zone d'entrée des agents
- Façade Nord
- Façade OUEST
- Repérage de la signalétique
- Carnet de détails
- Plan CVS-CP1

- PLAN CVS-CP2
- PLAN CVS VP01
- PLAN ELCF
- DCE STRUCTURE AUVENT ET SAS ENTREE
- PRESTATIONS DES CLOISONS
- PRESTATION DES CLOISONS 1
- DEMOLITION
- ETAT DES LIEUX
- PRESTATION DES PLAFONDS
- PRESTATION DES PLAFONDS 1
- LIMITE DES PRESTATIONS
- Carnets menuiseries extérieures
- Carnet menuiseries intérieures bois
- Mur prestations des murs
- Mur Prestations des murs 1
- notice acoustique
- notice d'accessibilité
- Prestations des sols
- Prestations des sols 1
- Tableau équipements des portes
- TX PIC + Plans de phasage
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le planning prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun lot00
- Les CCTP propres aux lots concernés des lots 1 à 9
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) des lots 1 à 9
- Le cadre du mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Annexe au cadre mémoire technique : Liste des matériaux
- Liste des plans Eole
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Diagnostic Amiante avant travaux
- L'attestation de visite
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux
- Rapport Initial du contrôleur technique
- Insertion professionnelle des publics prioritaires pour lot 8

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Pour cela, il est donc nécessaire de s'identifier sur la plateforme et de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

En application de l'article R2143-13, les candidats qui utilisent un système électronique de mise à disposition d'informations ou un espace de stockage numérique ne sont pas tenus de fournir l'ensemble de ces documents et renseignements, dès lors qu'ils communiquent dans le dossier de candidature toutes informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace. L'accès à ce système doit être gratuit.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Extrait Kbis ou autre document attestant la personne ayant le pouvoir d'engager la société	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration des effectifs de l'entreprise des 3 dernières années	Non
Effectifs minimum à respecter selon lots : 01 : désamiantage = EFF1 (1 à 5) 02 : démolition - gros œuvre : EFF2 (6 à 20) 03 : menuiseries extérieures - aluminium - serrurerie : EFF2 (6 à 20) 04 : cloisons- doublages - faux-plafonds : EFF2 (6 à 20) 05 : menuiseries intérieures bois - mobilier : EFF2 (6 à 20 ) 06 : sols souples : EFF1 (1 à 5) 07 : peinture : EFF2 (6 à 20) 08 : chauffage-ventilation- plomberie : EFF2 (6 à 20) 09 : électricité - courants forts - courants faibles : EFF2 ( 6 à 20)	Non
3 références similaires de chantier en site occupé avec accueil de public sensible (à renseigner dans cadre mémoire technique)	Oui

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Habilitation au travail en sous-section 4 obligatoire pour le lot 1 désamiantage, lot 3 menuiseries extérieures aluminium - serrurerie, lot 4 cloisons - doublages - faux plafonds et lot 5 menuiseries intérieures bois - mobilier pour les personnes intervenantes dans le chantier	Non
Lot 1 : Qualibat 1552 Conception et réalisation par des personnels dûment qualifiés et formés, des travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante	Non
Lot 2 : Qualibat 1112 Démolition - destruction ou équivalent	Non
Lot 3 : Qualibat 3522 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium ou équivalent Lot 3 : Qualibat 4411 Serrurerie métallerie ou équivalent	Non
Lot 4 : Qualibat 4132 Plaques de plâtre ou équivalent Lot 4 : Qualibat 6612 Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires ou équivalent	Non
Lot 5 : Qualibat 4322 Fabrication et pose de menuiseries en bois ou équivalent	Non
Lot 6 : Qualibat 6223 : Revêtements résilients (PVC, caoutchouc, linéleum et assimilés) ou équivalent	Non
Lot 7 : Qualibat 6111 Peinture et ravalement ou équivalent	Non
Lot 8 : Qualibat 5212 - 5252 - 5111 ou équivalent	Non
Lot 9 : Qualibat1442 ou équivalent	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes

documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Cadre Réponse Mémoire Technique dûment complété et signé par le candidat	Oui
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
L'attestation de visite	Oui
La liste des matériaux (annexe au mémoire technique) et les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## 6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite des sites est obligatoire afin que le titulaire puisse prendre connaissance de la constitution des bâtiments et des travaux à réaliser.

**Les candidats devront faire une demande préalable auprès de Juliette LIBRALESSO pour prendre rendez-vous :**

**juliette.libralessso@caf38.caf.fr et avant le 28/05/2025.**

**Les visites auront lieu les jeudis après-midi à partir de 13h00.**

**Une autre visite est fixée au 27/05/2025 à partir de 13h00.**

Il est précisé que lors de la visite, si le candidat émet des questions, celles-ci devront être réalisées obligatoirement sur la plateforme de PLACE ou pourront être recensées par notre référent Caf lors de la visite et auxquelles les réponses seront apportées et publiées sur la plateforme PLACE.

## 6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :  
..... pendant le délai de .... ans à partir

de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :  
..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

## **7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **7.1 - Transmission électronique**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique "aide" de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les pré requis techniques et certificats électroniques
- mode opératoire DUME pour les opérateurs
- assistance téléphonique
- module d'autoformation à destination des opérateurs
- foire aux questions
- lien vers des documents de référence
- outils informatiques

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

#### **Copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Caf de l'Isère  
Pôle achats/marchés  
3 Rue des Alliés  
TSA 38429  
38051 GRENOBLE CEDEX 9

#### **Recommandation technique :**

\* dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans l'enveloppe relative à la candidature et à l'offre des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, ils doivent les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement avec un antivirus.

\* concernant la dénomination et contenu de l'enveloppe comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre-

L'enveloppe unique pourra être présentée sous la forme d'un fichier au format zip et contiendra les justifications à produire par le candidat ainsi que les pièces constitutives de l'offre conformément à l'article 6 du règlement de la consultation.

Pour constituer l'enveloppe unique, créer un fichier .ZIP nommé :

marché\_candidat\_candidature-offre.zip avec :

le nom du marché = référence du marché

candidat = nom du candidat et contenant l'ensemble des pièces énoncées et demandées au règlement de la consultation, dont celles signées.

Les pièces dûment complétées, converties au format PDF, seront nommées :

marché\_candidat\_désignation.pdf

avec : référence du marché

candidat = nom du candidat

désignation = désignation significative et suffisamment explicite du contenu de la pièce.

Exemple : DC1, DC2, attestation, AE pour acte d'engagement, DE pour devis estimatif, mémoire, BP pour bordereau des prix, ...

Si nécessaire, pour faciliter la lecture des pièces, le soumissionnaire pourra proposer un glossaire des désignations constitutives de son dossier électronique.

Attention : tous les documents contenus dans un fichier ZIP doivent être signés si la signature est demandée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE).

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement (signature manuscrite). Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement (présent dans le dossier de consultation des entreprises) au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise.

La signature électronique doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. La signature est au format XAdES, PAdES ou CAdES

### **Re matérialisation :**

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne disposerait pas de certificat de signature électronique au moment de la signature du marché, les candidats sont informés qu'il sera procédé d'une re-matérialisation de cette offre par la signature de l'acte d'engagement sous forme papier. Cette re-matérialisation consistera en la signature manuscrite par le prestataire et le représentant de l'acheteur du contrat puis en la transmission par voie électronique du document papier signé scanné.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### **Apposition de la signature électronique :**

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas, il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégralité du document et ce gratuitement.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

Conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, les plis doivent obligatoirement être remis par voie dématérialisée via la plateforme "PLACE" hormis l'envoi de la copie de sauvegarde (R2132-11 du code susvisé). Toute candidature transmise sur support papier par voie postale sera déclarée irrégulière, sauf impossibilité technique attestée par la plateforme.

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Moyens humains affectés spécifiquement à ce chantier et cohérence des moyens affectés pour atteindre le niveau de qualité requis	15.0
2.2-Matériels et matériaux affectés spécifiquement à ce chantier	10.0
2.3-Méthodologie proposée en site occupé et modalités d'exécution du chantier	15.0
2.4-Respect et optimisation du planning et des délais	10.0
3-Gestion des déchets - traçabilité	10.0

Pour la notation de la valeur technique : Le critère valeur technique 60% sera analysé sur la base fournis par le candidat dans le cadre mémoire technique. Le cadre mémoire technique est le SEUL DOCUMENT QUI SERVIRA DE BASE A L'ANALYSE TECHNIQUE. Le non-respect du formalisme de mémoire technique joint au dossier de consultation entrainera la note de 0.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans ce cas, les négociations auront lieu dans les 12 jours qui suivent la date limite de remise des offres par courriel, et devant donner lieu à confirmation écrite et pourront porter sur les éléments suivants :

- aspect technique ;
- modalités de mise en œuvre ;
- prix

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

La Caf de l'Isère se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Judiciaire Lyon  
67 rue Servient  
69003 LYON

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.  
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.